

**Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale tentait un pari intenable qui n'a pas été tenu : celui du maintien des ambitions (« assumer toutes les missions » - (le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian) avec une baisse sensible des moyens. En partant déjà d'un modèle très dégradé, « à l'os », il était impossible de faire la même chose avec sensiblement moins. Général Vincent Desportes est professeur associé à Sciences Po, ancien directeur de l'Ecole de Guerre.**

Avalé le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale ! Beaucoup d'émotion avant, belle levée de boucliers bipartisans, quelques récris le 29 avril jour de la révélation officielle ... et puis plus rien. L'excellente manœuvre de communication gouvernementale a estompé, puis rapidement fait oublier, que c'était une grave dégradation de la défense de la France et de sa place dans le monde que ce Livre Blanc venait d'acter. Un nouveau mantra, pernicieux, anesthésie le monde de la défense : « Nous avons évité le pire ... »

### **Décrochage stratégique**

On a d'abord fait craindre l'apocalypse, « le modèle Z », pour que le décrochage apparaisse ensuite comme une bénédiction. Le 29 mars, notre Président s'engage et fait des promesses budgétaires ... qui seront démenties par le Livre Blanc sans que nul ne s'en émeuve. Alors qu'il était impatientement attendu, le Livre est présenté par le Président au milieu d'un « pont » de Mai, à l'Élysée certes mais juste avant une grande manifestation en faveur des entrepreneurs qui réunit tout le gouvernement ... et qui fera l'ouverture des journaux télévisés. Efficace manœuvre de diversion. Dans le discours même de présentation du ministre, les chefs d'état-major sont nommément impliqués, comme pour contraindre chacun d'entre eux à l'acceptation silencieuse. Le tour est joué. Quelques discours apaisants encore. Nous serons bientôt à l'été dont nous reviendrons pour découvrir une Loi de Programmation Militaire qui entérinera le décrochage stratégique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. A défaut d'avoir fait les choix indispensables, à défaut d'avoir même sanctuarisé les budgets nécessaires au modèle défini, le Livre Blanc nous réserve probablement l'effondrement que nous croyons avoir repoussé !

Depuis plus de deux décennies, la défense de la France se dégrade. Elle se dégrade de manière homothétique sans changer de modèle, celui d'une défense globale pour une puissance à vocation mondiale. Jusqu'ici l'exercice était difficile, mais il semblait possible. Le Livre Blanc de 2008 étirait pourtant déjà le modèle au-delà de ses limites, avec des capacités déconnectées des ambitions affichées. Son image emblématique et caricaturale est celle du porte-avions : à l'instar de cet unique porte-aéronefs auquel on décida alors de ne pas donner de sister-ship, la France avait déjà fait le choix de ne plus pouvoir qu'un peu, et pas tout le temps !

### **Un pari intenable qui n'a pas été tenu**

Le Livre Blanc 2013, pour sa part, bénéficiait de deux opportunités : celle de « devoir » choisir et celle de pouvoir politiquement s'inscrire en rupture avec les exercices antérieurs. L'occasion était donnée de penser un modèle de défense cohérent et autonome, adapté à notre situation de puissance régionale. C'était possible. Finalement, le modèle proposé n'est qu'une

dégradation du précédent sans que sa cohérence ait été reconstruite, sans que notre autonomie stratégique ait été rebâtie.

Il fallait choisir. A budget en baisse, avec des coûts d'équipement qui ne peuvent que croître à chaque renouvellement, il était devenu impossible « d'assumer toutes les missions » (1), de préserver un « outil de défense complet ». Un pari intenable qui n'a pas été tenu : celui du maintien des ambitions avec une baisse sensible des moyens. En partant déjà d'un modèle très dégradé, « à l'os », il était impossible de faire la même chose avec sensiblement moins.

### **Les forces conventionnelles, la variable d'ajustement**

Le premier arbitrage nécessaire concernait l'équilibre à rétablir entre dissuasion et capacités conventionnelles. Fallait-il maintenir à tout prix l'arsenal nucléaire en l'état, planifier même son amélioration, au risque de réduire très fortement nos capacités conventionnelles ? Ou bien fallait-il, à effet dissuasif inchangé, consentir des réductions raisonnables de l'arsenal pour préserver nos capacités d'action classiques, demeurer capables de faire face aux aléas du quotidien, aux guerres que l'on ne choisit pas, aux menaces et catastrophes sur le territoire national ? Réponse claire : pour ne pas toucher au nucléaire – alors même que d'importantes économies peuvent y être faites sans dégrader la dissuasion, cela mérite d'être répété – on fait des forces conventionnelles la variable d'ajustement budgétaire. Jusqu'à la caricature.

La France, grand pays de tradition militaire, forte de 65 millions d'habitants, ne sera désormais en mesure de participer à une opération majeure en coalition qu'à hauteur de 15.000 hommes et de 45 avions ! C'est-à-dire rien. Avant le Livre Blanc 2008, nous étions encore supposés nous engager avec 50.000 hommes et 100 avions ; depuis, nous étions tombés à 30.000 hommes et 70 avions. Le fait est là : dans les interventions conventionnelles en coalition, nous sommes revenus à nos capacités de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe en 1991, capacités tant vilipendées alors pour leur insignifiance. Au sein d'une coalition, nous n'aurons plus désormais ni effet, ni influence stratégique. Nous ne serons plus à l'avenir qu'un partenaire mineur, une « proxy force ».

### **Une autonomie stratégique fortement dégradée**

Le deuxième arbitrage relevait du dimensionnement de nos ambitions au regard de nos capacités, puis de l'adaptation de celles-ci aux premières. Ici encore, l'adéquation n'a pas été faite. Un des points positifs du Livre Blanc est d'établir des zones d'intervention prioritaires : territoire national, Europe, Méditerranée, Afrique du Nord et sub-sahélienne. Très bien. Il fallait dès lors doter la France d'une force expéditionnaire solide, en mesure de lui permettre d'exercer ses responsabilités et de protéger ses intérêts dans ces zones prioritaires. Il fallait reconstruire notre autonomie stratégique fortement dégradée aujourd'hui puisque, par manque de capacités de transport stratégique, de ravitaillement en vol, de renseignement et de mobilité opérative (hélicoptères lourds et de manœuvre) en particulier, nous ne sommes plus en mesure de conduire dans la durée que les opérations validées par les Américains. L'autonomie stratégique, la cohérence opérationnelle, sont revendiquées, à raison, tout au long du Livre Blanc, mais ce dernier ne prend pas les mesures indispensables pour les restaurer.

C'est même le contraire qui se produit.

### **Les petits programmes condamnés**

Le Livre Blanc défend l'industrie de défense intelligemment, mais de manière parfaitement théorique. A juste titre, il rappelle l'importance économique et sociale de l'activité industrielle, fait disparaître le concept pernicieux des « cercles technologiques » apparu dans l'exercice précédent, rappelle l'importance de la préservation des technologies clefs, souligne le besoin de financement étatique des recherches amont et la nécessité d'assurer la pérennité des bureaux d'études, ouvre davantage l'industrie au marché du maintien en condition des équipements, prône l'accompagnement à l'exportation. Mais, en même temps, il annonce des diminutions sensibles de cibles et des étalements de programmes.

En préservant tous les programmes « à effet majeur », il condamne nombre de « petits programmes » ceux qui assurent justement la « cohérence opérationnelle » revendiquée par ailleurs. La diminution des budgets ne pouvant porter (au moins au début, avant le « pay back » des diminutions d'effectifs) que sur les investissements conventionnels, des calculs simples montrent que ceux-ci, selon les hypothèses, pourraient diminuer immédiatement de 30 % à 40 %. Ce qui condamne pour longtemps ceux qui n'ont pas encore été lancés, dont le programme Scorpion pourtant vital pour l'efficacité des forces terrestres. L'industrie de défense est sanctuarisée théoriquement, mais elle devrait pourtant perdre mécaniquement entre 10.000 et 20.000 emplois, selon le sort réservé à la « trajectoire budgétaire ». Dans cette destruction, l'industrie terrestre et les PME seront inévitablement les premières concernées.

### **Un effort budgétaire de deux à trois milliards d'euros par an**

Pour que l'on s'en tienne là, encore faudrait-il que les budgets prévus soient bien alloués par la LPM, que les lois de financement soient votées, puis qu'elles soient exécutées. Encore faudrait-il aussi que les fragiles hypothèses de construction ne s'effondrent pas : que la conjoncture économique soit au rendez-vous, que la croissance reprenne, qu'il y ait eu retour à l'équilibre des finances publiques, que l'exportation de matériels majeurs se concrétise enfin, que les frais de démantèlement des infrastructures militaires du CEA ne soient pas imputés au ministère de la Défense... Encore faudrait-il aussi que soient engrangés les six milliards de ressources exceptionnelles nécessaires au respect des engagements budgétaires, ce qui – même sans procès d'intention – est très improbable.

Contrairement à ce qui a été dit, l'effort budgétaire devrait se situer annuellement en moyenne entre deux et trois milliards en dessous de ce qu'il était en 2013. En 2019, fin de la LPM, nous serons donc loin du compte. Non seulement le Livre Blanc prévoit d'emblée une diminution de l'ordre du quart de nos moyens d'action conventionnels, mais il porte aussi en lui la certitude de prochaines coupes claires dans les équipements et les effectifs. D'autant que dès la fin de la décennie, si les indispensables décisions ne sont pas prises, les lancements des programmes du « nouveau » renouvellement des armes nucléaires vont venir écraser de leur poids budgétaire ce qui restera encore de nos forces conventionnelles.

## **L'armée de Terre suisse surpassera en format et équipements l'armée de Terre française**

Le désarmement massif de l'Europe avait fait émerger la « France militaire » et lui avait donné, d'un même souffle, une responsabilité, un rôle et une chance historiques. L'opération Serval au Mali aura été le marqueur de cette brève époque. Avec ce Livre Blanc, nous nous banalisons et perdons cet avantage comparatif majeur. Alors qu'elle est déjà la plus grande puissance économique de l'Europe, l'Allemagne ressort grandie de cet exercice comme sa plus grande puissance conventionnelle ; avant la fin de la LPM, l'armée de Terre suisse surpassera en format et équipements l'armée de Terre française !

Façonné d'emblée par les contraintes budgétaires, bâti sur des trajectoires financières ambiguës et incertaines, le Livre Blanc 2013 conduit au déclassé stratégique. Que l'on parle ou non de « décrochage », en une décennie, de 2008 à 2019, les réductions d'effectifs et d'équipements auront affaibli de plus de la moitié nos capacités de combat ! Le modèle proposé constitue une dégradation homothétique du modèle précédent déjà très affaibli. En l'absence de vision et de choix clairs, n'abandonnant rien, il saupoudre les moyens pour donner à la France une armée qui peut de moins en moins dans chacun de ses domaines d'emploi. Il affaiblit partout, sans chercher à rétablir notre autonomie stratégique en comblant les trous capacitaires qui se multiplient, s'agrandissent et la minent. Ce livre noir est celui du désarmement français.

(1) : Discours de Jean-Yves Le Drian, Ecole Militaire, lundi 29 avril 2013

**Source du texte : [LA TRIBUNE du 23 mai 2013](#)**